



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES LANDES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
de la Commune de LABATUT**

Séance du 9 juillet 2014

NOMBRE DE MEMBRES		
AFFERENTIS AU CONSEIL MUNICIPAL	EN EXERCICE	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION
15	15	14

Date de la convocation : le 02/07/2014

2014-07-09-005 : Prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Labatut et définition des modalités de consultation.

L'an deux mille quatorze, le neuf juillet, à vingt et une heures, le Conseil Municipal de Labatut s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bernard DUPONT, Maire.

Présents : Bernard DUPONT, Henri CAZAUX, Georgette POMIERS, Jean-Yves GASSIE, Françoise DA DALTO GOEYTES-BEDAT, Jean-Marc LABORDE, Florence LOTT, Isabelle BOURLON, Etienne CASTERA, Cécile DUMERCQ, Joëlle PEYRESBLANQUES LAMOTHE, Stéphane POUCHUCQ, Pierre TACHOIRES, Estelle LEVI.

Excusés : Nicole SALLABERRY MARGOT.

Monsieur Jean-Yves GASSIE a été élu secrétaire.

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains, et notamment l'article L 123-6 du Code de l'Urbanisme indiquant qu'un Plan Local d'Urbanisme est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune ;

VU les articles L 123-6 et L 300-2 du Code de l'Urbanisme précisant l'obligation faite au conseil municipal de « délibérer sur les objectifs et les modalités d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole, avant toute élaboration ou révision du Plan Local d'Urbanisme » ;

VU le décret n°2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme, et plus particulièrement les articles R 123-15 et suivants du Code de l'Urbanisme fixant les nouvelles modalités de procédure quant à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

VU la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003, relative à l'Urbanisme et à l'Habitat et son décret d'application n°2004-531 du 9 juin 2004 relatif aux documents d'urbanisme et modifiant le Code de l'Urbanisme ;

VU la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

VU la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, dite loi Grenelle I ;

VU la loi n°2010-788 du 17 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II ;

Monsieur le Maire précise que la Commune de Labatut dispose d'un document d'urbanisme qui ne permet plus aujourd'hui de répondre au développement de la commune dans un cadre harmonieux.



Il paraît donc important de mettre en adéquation ces différents objectifs, dans la perspective d'un développement de la commune.

L'élaboration de ce document d'urbanisme aura pour principaux objectifs :

- se mettre en conformité avec le SCoT devenu opposable le 27/05/2014,
- se donner un cadre opérationnel pour mettre en œuvre le projet de développement communal,
- de mettre en œuvre de nouvelles possibilités d'urbanisation dans le bourg, sa périphérie, et dans les secteurs d'habitats groupés,
- de favoriser la protection patrimoniale de la commune,
- de favoriser le maintien et l'arrivée de nouveaux habitants,
- de favoriser l'activité artisanale et touristique,
- d'assurer la protection de l'activité agricole,
- de protéger et mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager,
- de protéger les milieux écologiques.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **DECIDE** :

1° de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L 123-1 et suivants et R 123-15 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

2° que l'Etat, le Conseil Régional d'Aquitaine, le Conseil Général des Landes, les Chambres Consulaires, et le cas échéant, le Président de l'Etablissement Public compétents en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), le Président de l'Etablissement Public compétent en matière de Programme Local de l'Habitat (PLH), les autorités compétentes en matière d'organisation de transports urbains, **seront associés à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme**, conformément aux dispositions des articles L 121-4 et L 123-7 du Code de l'Urbanisme ;

3° que conformément aux dispositions des articles L 121-5 et L 123-8 du Code de l'Urbanisme, les personnes publiques associées autres que l'Etat définies dans l'article L 121-4 du Code de l'Urbanisme, ainsi que les maires des communes voisines et les présidents des établissements publics de coopération intercommunale ou leurs représentants, les associations locales d'usagers et les associations agréées **seront consultés à leur demande**, tout au long de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements ;

4° que la **concertation**, conformément à l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme aura lieu durant toute la durée de la procédure, selon les modalités suivantes :

- Une réunion publique d'information ;
- Affichage permanent en Mairie d'informations concernant le Plan Local d'Urbanisme et son évolution ;
- Ouverture d'un cahier d'observations et de propositions accessible aux jours et heures d'ouverture de la Mairie ;
- Entretiens avec Monsieur le Maire ou ses Adjoints.

A l'issue d'une concertation, le Maire en présentera un bilan devant le Conseil Municipal qui en délibèrera.

5° de donner autorisation au Maire pour lancer le marché public permettant de recruter le cabinet d'études qui sera chargé d'élaborer le Plan Local d'Urbanisme.

6° de solliciter de l'Etat une compensation dans les conditions définies aux articles L 1614-1 et L 1614-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions de l'article L 121-7 du Code de l'Urbanisme issu de la loi de Solidarité et Renouvellement Urbains.

Identifiant unique*: 040-214001323-20140709-20140709005-DE
Envoyé en préfecture, le 28/07/2014 - 15:56
Reçu en préfecture, le 28/07/2014 - 16:00



les crédits nécessaires à cette élaboration sont inscrits au Budget Primitif 2014 ;

Conformément à l'article L 123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à Monsieur le Préfet des Landes,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Landes,
- au Président du Conseil Régional d'Aquitaine,
- au Président du Conseil Général des Landes,
- au Président de la Communauté de Communes,
- aux Présidents de : la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des métiers, la Chambre d'Agriculture,
- au Président de l'Etablissement Public compétent en matière de Schéma de Cohérence Territoriale,
- au président de l'Etablissement Public compétent en matière de Programme Local de l'Habitat,

Si le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L 411-2 du Code de la Construction le demande, un projet de PLU lui sera également notifié.

Enfin, et conformément à l'article L 121-5 du Code de l'Urbanisme, pourront être consultées les associations locales d'usagers ainsi que les associations agréées mentionnées à l'article L 252-1 du Code Rural.

Conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Le Maire est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le Département.

Fait et délibéré en séance
les jour, mois et an ci-dessus

Le Maire,
Bernard DUPONT

